

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

N°2023/44 à N°2023/63

DU CONSEIL COMMUNAL

DU 22 JUIN 2023

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-deux juin 2023, le Conseil Communal de la Commune de Lomme s'est réuni sous la Présidence de Monsieur Olivier CAREMELLE, Maire de la Commune Associée de Lomme, à la suite de la convocation en date du quinze juin deux mille vingt-trois, laquelle convocation a été publiée sur le site de la Ville, conformément à la loi.

Nombre de conseillers en exercice : 35

PRESENTS :

M. Olivier CAREMELLE, Maire.

Mme Delphine BLAS – M. Jean-Christophe LIPOVAC - Mme Muriel SERGHERAERT - M. Michel VANHEE – Mme Karima HARIZI – M. André BUTSTRAEN – Mme Claudie LEFEBVRE – M. Bouchta DOUICHI – M. Alain GRILLET, Adjoints au Maire.

Mme Mauricette GOURDIN – Mme Monique LEROY – Mme Marie-Pierre SEGOND – M. Serge THERY – Mme Valéria GRASELLI – Mme Nouria BELAYACHI – M. Roger VICOT – Mme Isabelle CAMBIER – M. Lucas LEROY – Mme Stéphanie MORELLI – M. Lucas WACRENIER – Mme Claire ZYTKA-TARANTO – M. Vincent DHELIN – Mme Véronique DELEPLANQUE – M. Joffrey LEROY – Mme Catherine de RUYTER – M. Jérôme FRANCIN – M. Nicolas GROSSE, Conseillers Communaux.

EXCUSES :

Mme Cécile MESANS, Adjoint au Maire

M. Philippe LEMIERE - M. Roger LAURENT - Mme Anne LEDUC – M. Cédric BERLEMONT - M. Romain FYVEY, Conseillers Communaux.

ABSENT :

Maxime MOULIN, Conseiller Communal.

Madame Cécile MESANS a donné pouvoir à Madame Claudie LEFEBVRE.
Monsieur Philippe LEMIERE a donné pouvoir à Monsieur Michel VANHEE.
Monsieur Roger LAURENT a donné pouvoir à Monsieur Olivier CAREMELLE
Madame Anne LEDUC a donné pouvoir à Madame Delphine BLAS
Monsieur Cédric BERLEMONT a donné pouvoir à Monsieur Alain GRILLET
Monsieur Romain FYVEY a donné pouvoir à Monsieur Jean-Christophe LIPOVAC.

CONSEIL COMMUNAL DE L'OMME

SEANCE

Du 22 juin 2023

DELIBERATION

2023/ 59 - AIDES HABITAT DURABLE, TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET FACADES : PLAFONDS D'AIDE COLLECTIVE AUX COPROPRIETES ET MISE A JOUR DES PLAFONDS DE RESSOURCES.

Dans le cadre de sa stratégie climat et de ses engagements pour atteindre la neutralité carbone et favoriser le recours aux énergies renouvelables d'ici 2050, la Ville de Lille considère comme prioritaire la massification de la rénovation durable du parc de logements privés anciens. Elle a la volonté d'accélérer le rythme des rénovations de logements anciens et d'accroître encore la performance des rénovations en se fixant l'ambition de favoriser la rénovation de 9 500 logements privés anciens entre 2020 et 2026.

Aussi, par délibération no21/83 adoptée par le conseil municipal en date du 5 février 2021, la Ville de Lille a opéré une refonte de son dispositif d'aides municipales en matière de rénovation de l'habitat ancien ainsi qu'une redéfinition des critères et conditions d'octroi des primes à la rénovation durable des logements privés anciens.

Ce dispositif s'organise de la manière suivante :

- Les aides à la rénovation globale, énergétique et carbone de l'habitat :
 - Aide individuelle « Rénovation haute performance »
 - Aide individuelle « Rénovation passoire thermique »
 - Aide collective « Copro rénovation performante »
- Les aides spécifiques cumulables aux aides précédentes à l'exception de la prime « urgence précarité énergétique »

Prime « énergies renouvelables » (solaire, réseau de chaleur urbain, et air-bois) Prime << récupération des eaux de pluie »

- Prime « végétalisation des toitures »
- Prime « Ravalement de façades »
- Prime « Résidentialisation écologique des courées »
- Prime « Auto-réhabilitation »
- Prime « Urgence précarité énergétique »

Au 1er mars 2023 et depuis le début du mandat, 256 primes municipales en faveur de l'habitat durable et de la transition écologique (hors primes aux ravalements de façades) ont ainsi été octroyées pour un montant total 1 541 211 M €, permettant ainsi aux habitants de concrétiser un projet de rénovation global qualitatif de leur logement et d'agir en faveur de la transition énergétique.

Aujourd'hui, la mise à jour par l'Agence Nationale d'Amélioration de l'Habitat (ANAH) de ses plafonds de ressources, nous conduit à actualiser nos propres plafonds afin qu'ils soient

conformes et cohérents avec ceux de l'ANAH pour le calcul des aides municipales. Par ailleurs, la montée en charge de la rénovation des copropriétés sur le territoire de Lille, Lomme et Hellemmes nécessite de paramétrer l'aide de la Ville sur son cœur de cible.

Les évolutions techniques proposées à la délibération n°21/83 sont donc les suivantes :

- Plafonnement de l'aide collective à la rénovation des copropriétés
- Ajustement des plafonds de ressources sur ceux de l'ANAH et mise à jour annuelle des plafonds de ressources des ménages éligibles aux aides municipales.

Aussi, il est proposé (annexes modifiées jointes ci-après) :

A l'annexe 1, sous rubrique « *Aide collective copropriété* », mention « *Montant et plafonds des aides* », le paragraphe « *Dès lors que les travaux subventionnables sont plafonnés à 15 000€ de travaux par logement, le taux de financement du projet dépend de l'atteinte d'une performance énergétique ou d'un gain d'amélioration établi comme tel: 15% d'un montant de travaux plafonnés à 15 000 €: 2 250 € maximum par logement* » est modifié et remplacé par :

« Le plafond de travaux maximum retenu par la Ville pour la dépense subventionnable est fixé à 15 000€ de travaux par logement. L'aide Ville s'élève à 15% du coût de travaux par logement soit un maximum de subvention par logement de 2 250€. L'aide est plafonnée à 100 000 € par copropriété ou 150 000 € par copropriété en cas de changement de vecteur énergétique (raccordement au réseau de chaleur urbain par exemple) ».

A l'Annexe 2, sous rubrique « *Plafonds de ressources* », le tableau des plafonds ANAH révisé au 31/12/2022 annule et remplace le tableau précédent.

Le Conseil Communal, après en avoir délibéré, décide de bien vouloir :

- ♦ **APPROUVER** les plafonds de l'aide collective « Copro rénovation performante » ;
- ♦ **MODIFIER** les plafonds de ressources des aides de la Ville pour les ménages éligibles afin de les aligner sur les plafonds de ressources de l'ANAH.

ADOpte A L'UNANIMITE,

Fait et délibéré à Lomme, les jour, mois et an ci-dessus.

Pour expédition conforme,

Publié le : 30 JUIN 2023



Le Maire de Lomme

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

ANNEXE 1

Aide collective « Copro Rénovation performante »

Immeubles et Logements éligibles	<ul style="list-style-type: none"> • Toutes les copropriétés du territoire comportant au moins 50% de lots (ou de tantièmes) dédiés à l'habitation, et construites depuis plus de 15 ans. • L'éligibilité des copropriétés mixtes, parc privé – bailleur social sera étudiée, notamment en fonction, du nombre de lots et du plan de financement du bailleur social.
Bénéficiaires	<ul style="list-style-type: none"> • Syndicat des copropriétaires : sans condition de revenus des copropriétaires occupants ou du type de loyer pratiqué par les copropriétaires bailleurs .
Montant et plafond des aides	<p>Les dépenses subventionnables sont celles définies par le règlement de l'ANAH. Le plafond de travaux maximum retenu par la Ville pour la dépense subventionnable est fixé à 15 000€ de travaux par logement.</p> <p>L'aide Ville s'élève à 15% du coût de travaux par logement soit un maximum de subvention par logement de 2250€ maximum.</p> <p>L'aide est donc plafonnée à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 100 000 € • 150 000 € par copropriété en cas de changement de vecteur énergétique (par exemple raccordement réseau de chaleur)
Conditions spécifiques d'octroi	<ul style="list-style-type: none"> • La copropriété doit être accompagnée par les dispositifs MEL (PIG, MOUS, OPAH, Plan de sauvegarde, ANRU etc.) ou Région (Pass Copropriété) ou par une Assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) ou encore par une maîtrise d'œuvre dédiée (MOE). • Un gain énergétique supérieur ou égal à 45 % est exigé mais le gain pourra être supérieur ou égal à 35% si la copropriété n'est pas éligible à l'aide Ma Prime Rénov ou ANAH Habiter Mieux mais éligible à une aide de la MEL.
Aide complémentaire à l'Audit énergétique	<p>Pour les copropriétés dont l'audit énergétique n'est pas obligatoire ou pour ajuster l'audit existant dans le cadre des scénarios de travaux correspondant aux scénarios des aides Ville :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Aide pré-finançable à la réalisation d'un audit global de 50% du coût TTC de l'Audit. <p>L'aide est plafonnée à 5000€ ou écrêtée à 75% de la somme des aides publiques attribuées au bénéficiaire.</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'audit global comprend : <ul style="list-style-type: none"> - Un état des lieux architectural et technique, - Une analyse des améliorations « énergétiques » possibles, - Un audit énergétique réglementaire de l'immeuble avec les scénarios liés au gain ou au niveau de performance de l'aide Ville (§condition générale), - La/les listes des travaux nécessaires à la conservation et à l'amélioration, énergétique de l'immeuble et les coûts estimatifs associés pour chaque scénario. <p>L'aide doit être sollicitée avant le commencement de l'audit et avant l'Assemblée générale (AG) de vote de l'Audit. L'aide sera versée après restitution de l'audit global en AG et sur présentation, des livrables de l'audit et des factures acquittées.</p>

Répartition de l'aide	<ul style="list-style-type: none"> • L'aide collective est versée directement au syndic qui l'a répartit à la quote-part. Pour les propriétaires éligibles à l'une des aides individuelles « rénovation globale, performance énergétique et carbone », leur quote-part de l'aide collective sera déduite du montant de l'aide individuelle.
------------------------------	--

ANNEXE 2

PLAFONDS DE RESSOURCES

Nombre de personnes composant le ménage	Ménages aux ressources très modestes	Ménages aux ressources modestes	Ménages aux ressources intermédiaires
1	16 229 €	20 805 €	29 148 €
2	23 734 €	30 427 €	42 848 €
3	28 545 €	36 591 €	51 592 €
4	33 346 €	42 748 €	60 336 €
5	38 168 €	48 930 €	69 081 €
Par personne supplémentaire	+ 4 813 €	+ 6 165 €	+ 8 744 €

Ces plafonds sont remis à jour au début de chaque année et s'appliquent à compter du 1er janvier de l'année en cours.

Source : www.bulletin-officiel.developpement-durable.gouv.fr/documents/Bulletinofficiel-0032774/TREL2235366C.pdf